

2024 Rapport annuel

RÉMI
REGROUPEMENT DES
ÉVÉNEMENTS MAJEURS
INTERNATIONAUX
QUÉBEC



MEMBRES (AU 31 DÉCEMBRE 2024)

- GATINEAU
Festival de montgolfières de Gatineau
- JOLIETTE
Festival de Lanaudière
- LÉVIS
Festivent
- MONTRÉAL
Festival Go vélo Montréal
Festival international de films Fantasia
Festival International de Jazz de Montréal
Festival M.A.D
Festival Montréal en Lumière
Festival du nouveau cinéma
Les Francos de Montréal
L'International des Feux Loto-Québec
Fierté Montréal
Igloofest
Montréal Complètement Cirque
Omnium Banque Nationale
OSHEAGA Festival Musique et Arts
Piknic Électronik
- QUÉBEC
Carnaval de Québec
ComediHa!Fest
Festival d'été de Québec
Fêtes de la Nouvelle-France
Grands Feux Loto-Québec
- SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU
International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu
- SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Régates de Valleyfield
- SHERBROOKE
Fête du Lac des Nations
- ST-TITE
Festival Western de St-Tite
- TREMBLANT
Festival d'été de Tremblant
- TROIS-RIVIÈRES
FestiVoix

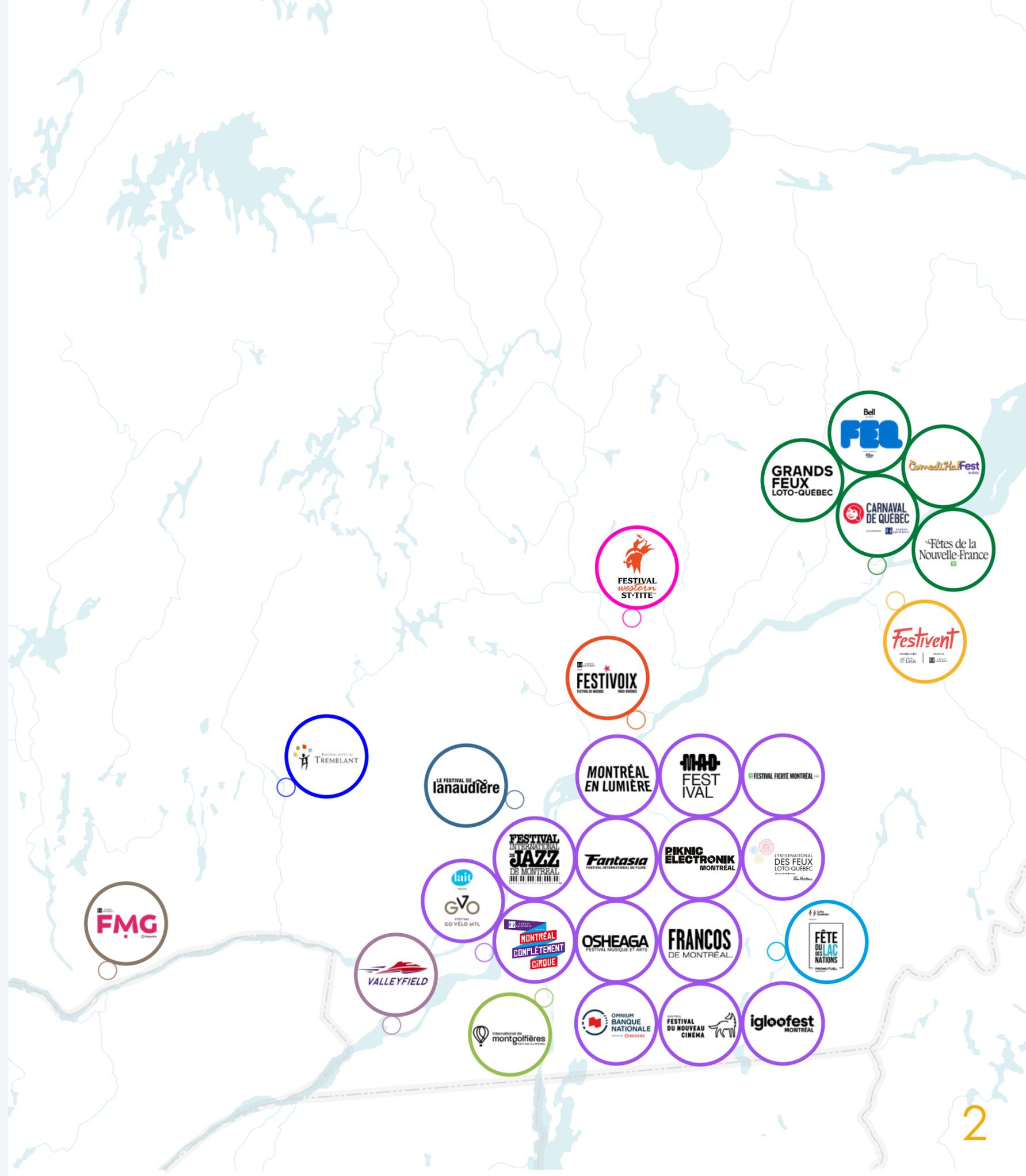
Membres affiliés

				
Événements Attractions Québec	Festival International Nuits d'Afrique	Présence autochtone	Virée classique de l'OSM	Festival International des Rythmes du Monde
MONTRÉAL			SAGUENAY	



C.P. 60584, Succ. Ste-Catherine Est
Montréal (Québec) H1V 3T8

info@remi.qc.ca
remi.qc.ca



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

**Présidente du conseil
d'administration :**

Louise Beaudoin

Vice-président :

Eugène Lapiere
Omnium Banque Nationale

Secrétaire-trésorière :

Sandra Cloutier
Festival de Montgolfières de
Gatineau

Administrateurs :

Nick Farkas
Osheaga, Festival Musique et Arts

Thomas Grégoire
FestiVoix de Trois-Rivières

Anne-Marie Lemire
Festival Western de St-Tite

Nicolas Racine
Festival d'été de Québec

Cindy Trottier
Fête du Lac des Nations

**Ils ont quitté le CA en 2024 et
le RÉMI les remercie pour leur
engagement :**

Jacques Primeau, Montréal en
Lumière

Maude Brouillette, Festival
international de Jazz de Montréal

Xavier Roy, Festival de
Lanaudière

*au 31 décembre 2024





MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bientôt 25 ans de création d'instant de bonheur

Ayant récemment entamé sa 25^e année d'existence, le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) soulignera de diverses façons cet anniversaire au cours des prochains mois, en rappelant un élément très simple, à savoir que ses membres et lui-même ont fait de la création d'instant de bonheur leur affaire.

Même si les défis demeurent nombreux et que les temps sont particulièrement difficiles, il m'apparaît important de prendre ce temps d'arrêt pour constater tout le chemin parcouru ensemble et, surtout, à quel point les événements majeurs internationaux sont bien ancrés et appréciés dans les différentes communautés, avec à leurs têtes des gens de cœur, déterminés et passionnés.

On peut aussi profiter de l'occasion pour rappeler l'importance du secteur, de ses retombées sociales, culturelles, économiques et touristiques, de même que l'engagement de ses membres envers l'innovation et le développement responsable.

S'ils sont devenus majeurs et internationaux, n'oublions pas que les événements membres du RÉMI

sont aussi demeurés régionaux, en étant implantés presque partout au Québec, de l'Outaouais à la Capitale-Nationale, de la Mauricie à l'Estrie. Rappelons-nous qu'ils sont très souvent artistiques dans la mesure où la culture est dans bien des cas au cœur même de leur mission. Étant presque toujours des OBNL, ils sont généralement les créatures de communautés entières ou d'entrepreneurs visionnaires d'ici et, s'il se trouve que quelques-uns travaillent étroitement avec des entreprises, ces dernières sont de propriété exclusive ou majoritairement québécoise. L'anniversaire du Regroupement doit permettre de rappeler ces éléments fondamentaux qu'on tend à oublier dans certains cercles.

Au cours du dernier quart de siècle, le temps a emporté le Mondial des Cultures de Drummondville, le Festival des films du monde de Montréal et le Grand prix automobile sur glace de Sherbrooke, mais 14 des 18 membres fondateurs sont toujours autour de la table, ce qui témoigne de la solidarité du groupe et de la fraternité qui s'est créée parmi ces véritables entrepreneurs d'ici. Tout autant d'autres événements, soit 14, se sont ajoutés depuis à titre de membres

actifs, ce qui atteste de la pertinence constamment renouvelée du RÉMI et de son leadership.

Depuis 2000, on a démontré que les Québécoises et Québécois sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord, presque à 100 %, avec le fait que les événements génèrent des retombées économiques très importantes par la voie de sondages. C'est une réussite à souligner.

Parmi les autres succès du RÉMI, on note la mise en place en 2004 de la Coalition des festivals canadiens, devenue depuis Festivals et événements majeurs Canada (FAME), l'arrivée de divers programmes et d'importantes améliorations à d'autres, tant à Québec qu'à Ottawa. Il faut dire que l'association est toujours active dans le cadre de multiples consultations, qu'elles soient budgétaires ou portant sur des projets de loi ou de politique.

Cela dit, au cours des plus récentes années, le RÉMI a été mobilisé par deux crises successives sans précédent. La COVID-19 a rendu impossible la saison estivale 2020, mais a aussi affecté les suivantes, tant en hiver qu'en été, qui ont dû se faire en vertu d'importantes restrictions sanitaires. Heureusement, l'association a pu compter sur la

collaboration de la ministre du Tourisme, Caroline Proulx, pour que l'enveloppe du Programme d'aide financière aux festivals et événements soit haussée de façon substantielle dans les circonstances — et maintenue à un niveau supérieur depuis.

Enfin, la poussée inflationniste qui a accompagné la reprise des activités a fait en sorte qu'il en coûte souvent de 30 % à 40 % de plus pour organiser cette année des événements comparables à ceux proposés en 2019. Pour les événements présentés en tout ou en partie gratuitement, de façon particulière, cela continue de poser un défi supplémentaire.

On peut souhaiter qu'à l'occasion du 25^e anniversaire du RÉMI ses membres pourront recevoir en guise de cadeau un appui multiforme renouvelé, de la part de ses partenaires gouvernementaux et du secteur privé. Et de la part du public d'ici ou d'ailleurs, pourquoi pas une fois de plus une participation massive à toutes les grandes fêtes qui s'en viennent ?

Louise Beaudoin

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL



L'électrochoc

On l'a dit et redit : les dernières années ont été rudes et 2024 n'a pas fait exception. Les difficultés du Groupe Juste pour rire, fort symboliques, ont entraîné l'annulation de l'un des festivals historiques de Montréal. Et cette fois, la pandémie n'était pas en cause.

Comme de nombreuses autres, l'organisation a été confrontée à une hausse des taux d'intérêt, à l'inflation et à une forte poussée de ses coûts d'opération. Ses revenus, constitués notamment de subventions souvent stagnantes, n'ont pas suivi.

Sans généraliser, en faisant aussi la distinction entre les activités du Groupe Juste pour rire et son festival phare, le Regroupement des événements majeurs internationaux a souhaité faire de ce triste épisode une occasion de pédagogie. Ainsi, on a pu mettre la lumière avec force sur les problèmes du secteur relatés depuis des mois, sur le fait que les organisations ne passeraient pas toutes à travers la tempête, que certaines allaient trébucher de façon spectaculaire, comme ce fut le cas du célèbre festival d'humour, alors que d'autres allaient devoir faire des choix difficiles en

coulisses, en s'adonnant à contrecœur à une forme de « réduplication ».

Cet épisode a non seulement marqué le début de l'année, il a constitué un véritable électrochoc qui a orienté la vaste majorité des discussions et du travail en 2024.

Il faut d'ailleurs saluer le leadership de quelques partenaires du RÉMI. En convoquant en octobre un Forum sur les arts vivants et la culture, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a mis de l'avant une étude, « Montréal, Métropole culturelle : Protéger et développer nos atouts culturels », qui a mis l'accent sur divers phénomènes : la baisse de la demande (même si on la sent moins en festivals qu'en salle ou pas du tout dans plusieurs cas), l'augmentation et la diversification de l'offre, les pressions sur les modèles de revenus et les pressions inflationnistes. La Chambre a aussi créé une conjoncture favorable à de nouvelles mesures.

Le jour même de l'événement, la Ville de Montréal et Tourisme Montréal en ont d'ailleurs profité pour annoncer l'ajout de 1 M \$ à leur budget respectif soutenant les festivals et événements, une annonce que le RÉMI a applaudie.

En parallèle, le Partenariat du Quartier des spectacles, à Montréal, a entamé des travaux, en intégrant plusieurs hypothèses du RÉMI et de d'autres partenaires, afin d'assurer que le milieu ne soit pas en état de crise permanente. Le Regroupement en profite pour saluer ce travail et la détermination de l'organisation et de son directeur général, en espérant une suite positive.

Tous ces partenaires ont également joué un rôle important, avec Québec et Ottawa, dans la mise en place de ComediHa! salue Montréal, un événement de remplacement qui s'est installé au cœur de l'été et de la cité. Il faut saluer leur mobilisation aussi rapide que réussie.

Il reste bien sûr beaucoup de travail à faire, en particulier dans les capitales. À Québec, du côté du ministère du Tourisme, la version actualisée du Programme d'aide financière aux festivals et événements touristiques qui doit entrer en vigueur à compter de l'an prochain donne l'occasion d'en revoir le cadre normatif. On s'est déjà réjoui lors du budget 2025-2026 du fait que l'enveloppe allait être augmentée à compter de 2026 et que le montant ait

été prévu pour quatre ans. Au ministère de la Culture et des Communications, on met en branle de nouvelles consultations qui touchent entre autres aux festivals et événements. À Ottawa, dans un climat d'instabilité politique, les demandes demeurent les mêmes, à savoir l'intégration de sommes aux bases budgétaires de Patrimoine canadien, assortie d'ajustements, en même temps qu'une véritable reconnaissance par la voie d'un programme de la valeur touristique et économique des événements. Sans oublier que des mesures ciblées du dernier énoncé économique, restées en suspens, doivent être mises en œuvre. Le RÉMI, avec la coalition canadienne Festivals et événements majeurs, fera de tout ceci une priorité.

Par ailleurs, Événements Attractions Québec et le RÉMI additionnent souvent leurs voix, dans une approche constructive et si possible complémentaire. La démarche menée par cette association ajoute au pain qui se trouve déjà sur la planche pour les prochains mois.

Le tout, à un moment charnière où l'on sent un nouveau vent favorable en faveur

du tourisme musical et événementiel. Aux États-Unis, avant l'arrivée de l'administration actuelle, un projet de loi bipartisan a été soumis au Congrès américain afin de reconnaître la valeur du secteur, par un projet de loi amendement celui sur le tourisme en général. Il s'agit du American Music Tourism Act qui doit nous inspirer ici parce qu'il s'avère être une prise de conscience de l'importance de ce type de tourisme souvent généré par des membres du RÉMI.

En janvier, à Toronto, l'Association canadienne de la musique sur scène (CLMA) a dévoilé le fruit d'une nouvelle étude inédite : *Écoute Active, comprendre la puissance économique et le potentiel de l'industrie de la musique live au Canada*. Cette étude démontre que seulement en 2023, l'industrie canadienne de la musique sur scène a généré 3,73 milliards \$ de recettes fiscales et 10,92 milliards \$ au produit intérieur brut. De ce dernier montant, 8,92 milliards \$ sont attribuables au tourisme entourant les activités reliées à la musique sur scène. Il y a lieu de croire que le quart de ces résultats est attribuable au Québec. La conférence de presse durant laquelle ces chiffres ont été dévoilés a eu lieu quelques mois après

le passage de Taylor Swift dans la même ville, avec un impact économique de 282 M\$. Il s'agit là encore d'une forme d'éveil dans la population en général et chez les décideurs.

Repris en juin par le groupe ComediHa!, devenu récemment Juste pour rire, les festivals Juste pour rire seront de retour notamment à Vancouver et Montréal dès cette année. Le festival qu'on connaissait dans la capitale nationale sous le nom de ComediHa! devient Juste pour rire Québec. Ce dénouement somme toute heureux n'est pas le même pour tous les festivals et événements : au Canada, on a recensé plus d'une douzaine de rendez-vous qui sont tombés au combat, en annonçant une diminution substantielle de leur offre, une pause dans leurs opérations ou la fin complète de leurs activités en 2024.

Martin Roy

2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

Une association active et dédiée



Québec

- **Multitude de rencontres** avec des fonctionnaires, du personnel politique et des ministres du gouvernement du Québec, en particulier ceux du Tourisme et de la Culture et des Communications
- Participation aux **consultations du ministère du Tourisme** en vue de la mise à jour du programme Aide financière aux festivals et aux événements touristiques
- Communication avec les **sociétés d'État** commanditaires d'événements majeurs internationaux
- Rencontre avec la **RACJ** pour discuter de certains enjeux vécus par les événements
- Rencontres avec la SODEC pour faire le suivi du **nouveau programme d'aide aux événements culturels**
- Discussions avec le Secrétariat à la promotion de la culture québécoise du ministère de la Culture et des Communications concernant le **projet de passeport culturel jeunesse**



2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

Une association active et dédiée

Ottawa

- En conjonction avec FAME, déploiement d'une **stratégie auprès du gouvernement canadien**, incluant de nombreuses rencontres à tous les niveaux de l'appareil gouvernemental (fonctionnaires, personnel politique et ministres)
- Rencontre avec **l'ensemble des fonctionnaires responsables des programmes** destinés aux festivals et événements ou ceux desquels ils pourraient bénéficier à Patrimoine canadien
- Participation active à la grande coalition **#AvenirDuSPECTACLE** regroupant plus d'une trentaine d'organisation au Canada : rencontres conjointes avec des ministres et des cabinets, ainsi que plusieurs autres actions concertées

#AVENIRDUSPECTACLE INVESTIR DANS L'AVENIR DU SPECTACLE VIVANT

- Présentation d'un mémoire lors des consultations prébudgétaires du gouvernement du Canada en février 2024, **«Situation intenable à Patrimoine canadien : NON à la baisse prévue au Fonds du Canada pour la présentation des arts, NON à l'abandon des diffuseurs en arts de la scène, des festivals et événements canadiens»**



- Présentation d'un mémoire lors des consultations prébudgétaires de la Chambre des communes à Ottawa en août 2024, **«Répondre à la crise qui frappe le secteur des festivals et événements tout en stimulant le tourisme»**



- Présence au **Comité permanent des Finances** de la Chambre des communes dans le cadre des consultations prébudgétaires en octobre 2024

2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

Une association active et dédiée

Partenaires et médias

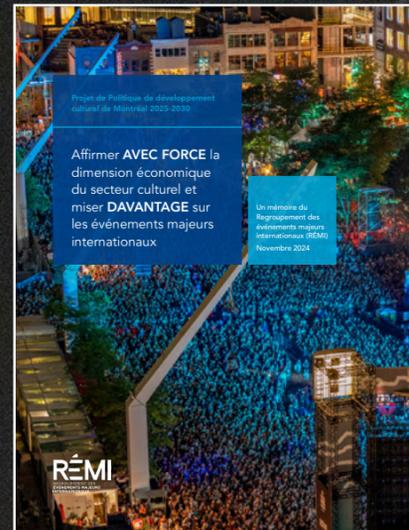
- Rencontres et concertation constante avec des **partenaires de l'industrie**, dont l'Alliance de l'industrie touristique du Québec, RIDEAU, l'ADISQ, l'Association de l'industrie touristique du Canada (AITC), Canadian Live Music Association (CLMA), la Vitrine, Montréal Centre-Ville et bien d'autres
- Présentation du président-directeur général lors du **Colloque Fono — Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives**, organisé l'Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique de l'Université Laval à la Faculté de musique de l'Université Laval, dans le cadre du Festival Fono



- Échanges réguliers avec le **Partenariat du Quartier des Spectacles (PQDS)** au sujet de sa démarche concernant les festivals et événements
- Participation au **Forum sur les arts vivants et la culture** organisé par le Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM)
- Rencontres et concertation avec Événements Attractions Québec sur des **enjeux communs** aux festivals et événements au Québec
- Rencontres avec Tourisme Montréal dans le cadre de la refonte du **programme d'appui aux festivals et événements montréalais**

- **Représentations auprès des municipalités**, pour défendre l'intérêt des membres, discuter des programmes de soutien et assurer le maintien et la bonification des subventions
- Participation au comité consultatif sur les **dossiers de sécurité** à Montréal

- Présentation d'un mémoire dans le cadre du projet de **Politique culturelle de la Ville de Montréal, « Affirmer avec force la dimension économique du secteur culturel et miser davantage sur les événements majeurs internationaux »**, lors des consultations publiques



- Recommandations dans le cadre des **consultations sur la Politique de vie nocturne de la Ville de Montréal**
- Participation au Comité consultatif communautaire d'**Aéroports de Montréal**
- Présence active dans les **médias québécois**

2024 EN QUELQUES MOMENTS CLÉS

Une association active et dédiée

Vie associative

- La **Fête du Lac des Nations**, événement phare de Sherbrooke, se joint au RÉMI
- Communication constante avec les membres du RÉMI, notamment par la voie d'un **bulletin envoyé périodiquement** (une trentaine de bulletins en 2024)

- **Veille stratégique** et **monitoring international**
- **Rencontres individuelles** avec les membres du RÉMI et conseil stratégique

- **Assemblée générale annuelle** en avril 2023, incluant une présentation sur l'éco conditionnalité et la nouvelle norme BNQ

- **Nouveau site internet du RÉMI**, au goût du jour et en phase avec la technologie actuelle
- Le **RÉMI sur le terrain** pour visiter des événements membres et pour rencontrer des partenaires

- **Journée du RÉMI** en octobre 2024, incluant des présentations sur la Vitrine, les bonnes pratiques en commandite ainsi que du partage d'expertise entre les événements et festivals
- En décembre, début des activités entourant le **25^e anniversaire du RÉMI** sur le thème « Les instants de bonheur, l'affaire du RÉMI et de ses membres depuis 25 ans »



Crédit photo : Elisabeth Joly, Festival de Lévis



Une situation « extrêmement difficile » : les festivals en péril faute de financement

Cécile Bernard | 20 janvier à 5 h 53 HNE



Les organisateurs du festival Taste of the Danforth ont annulé l'édition de 2024 par manque de financement. PHOTO : TASTE OF DANFORTH

Faute de financement, le festival Sugar Shack Toronto a annulé l'édition de 2025. Il est le dernier d'une longue liste de plusieurs festivals, gratuits ou payants, qui ont annulé leur programmation ou qui sont en difficulté financière.

Que se passe-t-il dans le milieu des festivals des arts et de la culture? Martin Roy, directeur général de Festival et événements majeurs Canada (FAME), une coalition pancanadienne qui représente plus de 500 organisations, répond à nos questions.

La pandémie, une épreuve pour les festivals

Au Canada, la période post-pandémique a mis à mal un grand nombre de festivals, constate Martin Roy. Il en coûte vraiment beaucoup plus cher en ce moment pour produire un événement comparable à ceux qu'on faisait en 2019.

« Si la pandémie était en quelque sorte un tremblement de terre, les conséquences qui ont suivi ressemblent à un tsunami, c'est plus surnois. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Selon lui, l'inflation joue un rôle majeur dans la hausse des coûts de production, mais pas seulement : dans notre secteur, c'est pire parce qu'il y a eu déstructuration durant la pandémie. Beaucoup de gens sont partis faire autre chose et plusieurs fournisseurs ont été en difficulté.

Des festivals gratuits, mais dépendants des subventions

Parmi les festivals présents à Toronto et plus largement au Canada, certains sont gratuits et dépendent entièrement des subventions des gouvernements provincial et fédéral. Or, depuis la pandémie, ces subventions se sont réduites ou ont été supprimées.

« La situation en ce moment demeure extrêmement difficile. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

« Quand on vend des billets, on peut refiler une partie de l'inflation à ceux qui les achètent. Mais quand on présente des activités gratuitement et qu'on compte principalement sur des revenus autonomes et des subventions et que celles-ci n'augmentent pas, on se trouve face à un problème mathématique », affirme-t-il.

Quelles peuvent être les solutions? Comme le rappelle Martin Roy, les festivals gratuits permettent une plus grande accessibilité à la culture et aux arts. Certains festivaliers tiennent à cette gratuité.

Des moteurs économiques et culturels

En plus de l'aspect divertissement, les festivals sont aussi des leviers économiques et touristiques, rappelle Martin Roy. Le gouvernement fédéral doit regarder les festivals et les événements non seulement comme des créations culturelles et sociales, mais aussi comme des créateurs de richesse, des moteurs économiques et touristiques.

« Les festivals créent un sentiment de communauté. »

Une citation de Martin Roy, directeur général de FAME

Ces événements ponctuels et réguliers amènent des touristes, car ils concrétisent de façon très précise une intention de voyage puisque l'événement se déroule à une date précise. Cela crée un engouement envers une destination et ça occasionne des dépenses en matière de transport, de restauration et en hôtellerie.

Plusieurs festivals ont annulé leur édition de 2024 tels que le Taste of the Danforth, à Toronto, et le Festival folk de Régina, alors que d'autres sont en difficulté financière et ignorent pour le moment s'ils survivront à 2025.



Les festivals sont plus populaires que jamais au Québec

Par Valérie Marcoux, Le Soleil | 12 septembre 2024 à 16h41



Le Festival d'été de Québec, comme plusieurs festivals de la province, continue de battre ses records d'achalandage année après année. (Jocelyn Riendeau/Archives Le Soleil)

Malgré les difficultés financières rapportées par plus de la moitié des festivals au Québec, ces événements continuent de se multiplier et seraient même au sommet de leur popularité, affirme Martin Roy, directeur du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et de Festivals et événements majeurs Canada (FAME).

Est-ce qu'il y a trop de festivals au Québec? Cette question, Martin Roy l'a souvent entendue.

« Dans l'idéal, il y aurait autant de festivals qu'on peut rêver, mais on est parfois rattrapé par la réalité », mentionne le directeur du RÉMI et de FAME.

Pour lui, la multiplication des festivals témoigne de la vitalité et du dynamisme de la culture au Québec.

De plus, comme il en fait la démonstration lors du Colloque Les festivals de musique : enjeux et perspectives organisé par le FONO ce jeudi sur le campus de l'Université Laval, les retombées positives de ces événements sur l'économie et la notoriété des villes qui les accueillent sont bien réelles.

Pourtant, comme l'a dévoilé Événements Attractions Québec au début de la semaine, plus de la moitié des festivals du Québec auraient enregistré un déficit en 2023.

« Ce n'est pas un problème de popularité et ce n'est pas un problème de clientèles », soutient le directeur du RÉMI et de FAME qui observe un engouement croissant pour les festivals au Québec.

« C'est un phénomène qui est là et qui perdure. J'ai beaucoup de membres qui, cette année, ont eu un record d'achalandage et qui brisent à chaque année des records d'achalandage », insiste Martin Roy en donnant l'exemple du Festival d'été de Québec (FEQ).

Ainsi, la compétition que se livrent les festivals pour attirer les publics serait soutenable, l'inflation n'aurait pas trop coupé l'appétit des Québécois pour ces événements, mais c'est au niveau des subventions que leur nombre devient un problème.

Des pointes de tartes plus petites

« Il en coûte, en 2024, 30 % et 40 % de plus pour faire un événement

comparable à ceux qu'on faisait en 2019, mais, évidemment, les commandites et les subventions n'ont pas suivi ce rythme », observe Martin Roy en évoquant Le fond du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

« Ces deux programmes [fédéraux] ont actuellement les mêmes bases budgétaires qu'en 2008 », affirme le directeur du RÉMI et de FAME.

Les subventions accordées par les différents paliers de gouvernements représenteraient environ 25 % des revenus des festivals au Québec. Le fédéral est celui qui contribue le moins au financement de ces événements et M. Roy est d'avis qu'il pourrait en faire plus.

« En 2019, on a réussi à faire une augmentation ponctuelle à ces enveloppes. Depuis ce temps-là, on les reconduit et on les prolonge, mais il y a un vrai problème de financement au gouvernement fédéral en ce moment. Il faudrait que ces ajouts soient rendus permanents et intégrer aux bases budgétaires », plaide celui-ci.

« Dans le cas de ces deux programmes, les [augmentations ponctuelles] ont été confirmées jusqu'en mars 2026. Après, on ne sait pas ce qui va se passer », ajoute-t-il.

Dans ce contexte, la multiplication des festivals devient un problème pour les événements qui se partagent les subventions gouvernementales.

« Plus il y a de festivals, plus les pointes de tartes sont petites et ça ce n'est pas gagnant pour personne », fait valoir M. Roy.

les affaires

Une coalition de festivals réclame d'Ottawa un meilleur appui financier

Rédigé par Frédéric Lacroix-Couture | mis à jour le 25 décembre 2024



Des gens se rassemblent devant la scène en attendant le concert d'Imagine Dragons, le vendredi 7 juillet 2023 au Festival d'été de Québec. La poussée inflationniste a encore donné du fil à retordre aux festivals et événements majeurs du Canada en 2024. (Photo : La Presse Canadienne/Jacques Boissinot)

La poussée inflationniste a encore donné du fil à retordre aux festivals et événements majeurs du Canada en 2024. Une coalition représentant plusieurs d'entre eux revendique un meilleur soutien financier, qui donne plus de prévisibilité, de la part du gouvernement fédéral.

Festivals et événements majeurs (FAME) parle de 2024 comme d'une « année sombre ». La coalition a recensé au moins une douzaine de rendez-vous à la grandeur du pays qui ont diminué leur offre, cessé leurs activités ou décidé de prendre une pause.

« Ce qu'on perçoit partout, c'est qu'il y a des difficultés sérieuses [...] Si la pandémie a été un tremblement de terre (pour le secteur), ce qui a suivi, la vague inflationniste, c'est un tsunami », indique le directeur général de FAME, Martin Roy, en entrevue.

Depuis 2023, les coûts d'exploitation ont connu une « augmentation spectaculaire », affirme Martin Roy. Plusieurs organisateurs lui ont mentionné

qu'il en coûte maintenant entre 30 et 40 % de plus pour tenir un événement par rapport à 2019.

Cette hausse s'explique entre autres par une rareté de la main-d'œuvre et des fournisseurs au sein de l'industrie.

« Il y a quand même de plus en plus de festivals. Et ça aussi, ça a quand même un effet inflationniste. À partir du moment où, sur un même week-end, vous avez trois, quatre ou sept événements comparables en compétition dans une région ou dans une ville, cela peut avoir une incidence aussi sur les frais d'exploitation et sur la disponibilité de la main-d'œuvre, des artistes, des fournisseurs, etc. », fait valoir Martin Roy.

Revoir le financement

Il précise que le phénomène s'observe à l'échelle internationale. Mais Ottawa pourrait tout même faire mieux en matière de financement, estime la coalition.

D'après FAME, le fédéral doit bonifier le budget de deux programmes de

Patrimoine canadien visant à soutenir les événements, afin de tenir compte de l'inflation. Il s'agit de Fonds du Canada pour la présentation des arts et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

La coalition demande surtout de revoir la manière dont le ministère ajoute des sommes au financement de base des deux programmes. FAME souhaite que cet argent additionnel soit déjà intégré aux bases budgétaires. Cela permettrait, selon la coalition, de pérenniser ces montants et d'offrir une meilleure prévisibilité, sans devoir faire de nouvelles démarches auprès du gouvernement pour reconduire cette enveloppe supplémentaire presque année après année.

Cette aide additionnelle représente environ le tiers du budget total de 72,7 M\$ réservé jusqu'en 2025-2026.

« Depuis 2019, ces sommes-là sont devenues à la fois indispensables et insuffisantes, parce qu'elles ne font pas en sorte que les subventions augmentent. Au contraire, elles continuent de diminuer », dit Martin Roy, qui est aussi président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI).

« Il va falloir se battre encore d'ici 2026 pour reconduire ces sommes-là », ajoute-t-il.

Martin Roy estime également que le fédéral doit éventuellement concevoir un programme dans lequel les festivals et les événements seraient considérés comme des moteurs économiques et touristiques.

Les investissements seraient alors réalisés en fonction de ce que cette industrie « peut rapporter en termes touristiques et de retombées économiques. De ne pas regarder les festivals et les événements

seulement par la lorgnette culturelle », soutient-il.

Ottawa pourrait s'inspirer du gouvernement du Québec, dont le ministère du Tourisme appuie aussi des événements lorsqu'ils attirent des visiteurs de l'extérieur, affirme Martin Roy.

« Le gouvernement du Québec est le gouvernement provincial qui en fait le plus par rapport à l'industrie. Et d'ailleurs, ici, on peut vraiment parler d'une industrie des festivals et des événements, sinon des événements majeurs internationaux, parce qu'on travaille comme tel; il y a des échanges entre les festivals. On est structuré comme une industrie, ce qui n'est pas toujours le cas à l'extérieur du Québec », expose-t-il.

Le FAME salue tout de même les aides ponctuelles qui ont été réservées à certains événements dans le cadre de l'énoncé économique du gouvernement Trudeau, présenté la semaine dernière. Il contenait un total de 10 millions \$ en mesures ciblées touchant cinq festivals, comme le Carnaval des Caraïbes de Toronto.

« Je me réjouis de ces coups de pouce qui sont donnés à l'un et à l'autre. Mais c'est sûr qu'on ne peut pas procéder de façon individuelle pour des centaines de festivals et événements. On ne s'en sortira pas. Si on en aide cinq par année, on risque de mettre plusieurs années avant de régler le problème pour l'ensemble des festivals canadiens », commente Martin Roy, qui espère au moins que le pire est désormais passé pour ce qui est de l'inflation.



La crainte d'être les prochains

Maurin Auxéméry, Directeur de la programmation, Festival de jazz de Montréal, Francos de Montréal et Montréal en lumière
Jean-François Daviau, Président, Festival M.A.D., ainsi que cinq autres signataires*

Publié le 7 mars 2024



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE
Foule réunie pour le Festival international de jazz de Montréal, l'été dernier

La décision du Groupe Juste pour rire de se placer à l'abri de ses créanciers et de mettre en pause son festival phare expose au grand jour la difficile réalité des entreprises qui œuvrent dans le divertissement et l'évènementiel.

Bien sûr, le Groupe avait ses propres enjeux, et ces derniers n'étaient pas liés qu'à la seule présentation du festival Juste pour rire. Mais une chose nous semble acquise : le difficile contexte dans lequel se déroulent depuis des années les festivals présentés gratuitement au cœur de Montréal a dû être placé dans la colonne des « moins ». Nous, directeurs de festivals montréalais, y voyons un signal d'alarme.

Car, au-delà des difficultés particulières au Groupe Juste pour rire, l'annulation du festival de l'humour pourrait bien, craignons-nous, sonner la fin d'une époque, celle de Montréal comme effervescente « ville de festivals », une

période où fondraient année après année les retombées économiques et touristiques générées par les événements publics qui donnent âme et vitalité, par leurs activités gratuites, au centre-ville de Montréal. Retombées économiques qui, rappelons-le, constituent un important retour sur investissement pour les bailleurs publics.

On l'a dit et redit : nos événements sont populaires, mais dans notre situation, succès de foule ne rime pas avec succès financier.

Il y a même de moins en moins de corrélation entre les forts achalandages et, par exemple, la vente de boissons et de nourriture. Historiquement, ces revenus ont fondu sur des décennies, au fur et à mesure que la vie commerciale autour de la place des Festivals a pris d'importantes parts de marché.

La pandémie aura aussi fait mal. L'inflation qui a suivi a eu un impact plus grand encore. On estime qu'il en coûte

cette année entre 30 et 40 % de plus qu'en 2019 pour organiser un festival de même envergure.

Or, de la Ville de Montréal, la plupart d'entre nous reçoivent depuis près d'une décennie la même subvention qui n'a pas été indexée. Alors que la hausse du compte de taxes municipales suit automatiquement la courbe de l'inflation, ce n'est pas le cas des montants consacrés aux festivals et aux événements.

À Ottawa, les bases budgétaires des programmes dont nous bénéficions du côté de Patrimoine canadien n'ont pas été revues depuis 2008. Un ajustement a bel et bien été fait en 2019 (il vient à terme dans moins d'un mois, au Fonds du Canada pour la présentation des arts).

Un brusque retour de plusieurs années en arrière avec un dollar dévalué : voilà la dure réalité à laquelle nous sommes confrontés. Qui plus est, des événements reçoivent aujourd'hui moins qu'en 2016 pour la seule raison que l'enveloppe sert davantage de clients.

Le seul gouvernement qui a ajusté sa contribution au fil du temps est celui du Québec, par l'entremise du Programme d'aide aux festivals et événements touristiques, mais sans avoir haussé le montant maximum admissible.

En ce qui a trait aux commanditaires privés, ils n'ont pas été épargnés par la pandémie et l'inflation. Il n'est pas facile de leur demander davantage.

Alors que nous sommes à compléter nos festivals à venir, nous constatons l'impasse budgétaire. Il faut faire des choix douloureux, au sujet des heures d'ouverture, de la programmation, du nombre de scènes où elle se déploie.

Cela n'augure rien de bon pour l'avenir.

Tout comme le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) au sein duquel nous œuvrons, nous en appelons à un coup de barre, à une véritable prise de conscience et à la mise en place rapide d'un plan d'action, d'une stratégie qui viendrait redonner un souffle au Montréal festif que nous souhaitons préserver, avec des partenaires incontournables dans les capitales, ici même à l'hôtel de ville, mais aussi du côté de Tourisme Montréal et du Partenariat du Quartier des spectacles notamment.

Nous avons des solutions à proposer. Il est temps de convenir des actions nécessaires et de les mettre en œuvre sans tarder.

Cosignataires : Nicolas Girard Deltruc, directeur général, Festival du nouveau cinéma, André Dudemaine, directeur artistique, Festival international Présence autochtone, Suzanne Rousseau, directrice générale, Festival Nuits d'Afrique, Stéphane Lavoie, directeur général et de la programmation, Montréal complètement cirque, Simon Gamache, directeur général, Fierté Montréal



Une culture plus accessible en soutenant de populaires festivals

Martin Roy, Président-directeur général du Regroupement des événements majeurs internationaux (REMI)

Publié le 4 avril 2024



PHOTO MARTIN TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE
Spectacle de l'Orchestre symphonique de Montréal à l'esplanade du Stade olympique dans le cadre de la Virée classique en 2022

L'auteur réplique au titulaire de la chaire de gestion des arts HEC Montréal, dont les textes ont été publiés le 7 mars et le 1^{er} avril.

Si le fondateur du Festival international de jazz de Montréal, Alain Simard, a eu l'occasion de démonter les arguments avancés dans la première missive du titulaire de la chaire de gestion des arts HEC Montréal, je me permets à mon tour de rectifier les choses, principalement en ce qui concerne la seconde publication, en insistant sur trois aspects.

À travers « Divertissement gratuit pour adultes consentants », l'on saisit mieux ce qui motive tant son auteur, François Colbert, à prendre ici la plume à répétition : les festivals présentés gratuitement donneraient dans une forme de sous-culture qui ne trouve pas grâce à ses yeux, le simple « divertissement » qui, par opposition aux arts, si chers à sa chaire, « éduquent » (le mot est de lui) le peuple ignare. Surtout,

ne soyons pas de mauvaise foi en présumant que M. Colbert souhaite que l'État cesse de subventionner les festivals et leurs volets gratuits pour, enfin, rediriger les sommes vers ces mêmes nobles arts.

Où tracerait-il la ligne, si cela s'avérait ? Alors que, par exemple, la Virée classique de l'OSM présente elle-même une centaine d'activités gratuites à chacune de ses éditions et remplit parfaitement la condition édictée par M. Colbert lui-même de « protéger le patrimoine » qui se perdrait s'il n'était pas joué ? Jetons aussi un œil sur quelques récentes têtes d'affiche des festivals auxquels s'en prend le professeur et classons-les toutes dans la catégorie du « divertissement », comme il le commande : Cœur de pirate, Jean-Michel Blais et Robert Charlebois. Faudrait-il enfin y inclure d'un bloc toute la programmation du Festival international Présence autochtone ? Et que dire de la relève qui trouve souvent dans ces volets un tout premier public ?

« Méfiez-vous des gens qui disent aimer le peuple mais qui détestent tout ce que le peuple aime », disait René Lévesque.

Une chronologie qui fait défaut

En relatant l'histoire du Quartier des spectacles, M. Colbert réduit délibérément le rôle des grands festivals qui « n'ont fait que s'ajouter à ça », de la construction de la Place des Arts à la Maison symphonique, ouverte en 2011.

Dès 2008, doit-on pourtant le rappeler, la place des Festivals a été annoncée puis inaugurée, participant incontestablement à l'essor immobilier et commercial dans les environs.

En 2018, la Ville de Montréal dévoilait une étude qui révélait que depuis 2007, soit depuis le début de la revitalisation urbaine qui a accompagné l'arrivée de la même Place, pas moins de 60 projets immobiliers avaient eu un impact économique de 2,2 milliards, avec des investissements de construction de 1,5 milliard, générant des revenus de taxations foncière et scolaire pouvant atteindre 449 millions.

Et c'était avant l'avènement du plus gros projet, le Maestria, dont l'argument principal de vente est qu'il vous « entraîne aux premières loges face à la place des Festivals ». Il n'est plus sourd que celui qui ne veut pas entendre parler du rôle qu'ont pu jouer les événements dans cette dynamique, comme dans la croissance du tourisme à Montréal.

Un internationalisme sélectif

Afin de justifier son refus de soutenir financièrement les festivals et leurs volets présentés gratuitement, M. Colbert nous sert un exemple colombien auquel il y a lieu d'opposer une étude européenne, plus près de nous. Il y a une dizaine d'années, un chercheur français,

Emmanuel Négrier, avait conclu que les subventions sur la portion outre-Atlantique représentaient 45 % des revenus, alors qu'ils comptaient pour 39,5 % dans un sous-groupe québécois. Au sein du REMI, de nos jours, les subventions représentent environ 18 %, et ce, dans toutes sortes de disciplines.

C'est avec fierté, je crois, que les Montréalais (et les Québécois de façon générale) animent l'espace public durant l'été. En y mettant collectivement les ressources nécessaires, via l'État et les gouvernements de proximité, ils souhaitent définir leur ville sur la scène internationale comme en étant une où il fait bon vivre. Et ils consentent largement à célébrer la vitalité de leur propre culture, tout en allant aussi à la rencontre de l'autre, fut-il sur scène ou dans la rue, à leurs côtés.

leSoleil

Les festivals sont plus populaires que jamais au Québec

Par Valérie Marcoux

12 septembre 2024



Le Festival d'été de Québec, comme plusieurs festivals de la province, continue de battre ses records d'achalandage année après année. (Jocelyn Riendeau/Archives Le Soleil)

Malgré les difficultés financières rapportées par plus de la moitié des festivals au Québec, ces événements continuent de se multiplier et seraient même au sommet de leur popularité, affirme Martin Roy, directeur du Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et de Festivals et événements majeurs Canada (FAME).

Est-ce qu'il y a trop de festivals au Québec? Cette question, Martin Roy l'a souvent entendue.

« Dans l'idéal, il y aurait autant de festivals qu'on peut rêver, mais on est parfois rattrapé par la réalité », mentionne le directeur du RÉMI et de FAME.

Pour lui, la multiplication des festivals témoigne de la vitalité et du dynamisme de la culture au Québec.

De plus, comme il en fait la démonstration lors du Colloque Les festivals de musique : organisation, enjeux et perspectives organisé par le FONO ce jeudi sur le campus de l'Université Laval, les retombées positives de ces événements sur l'économie et la

notoriété des villes qui les accueillent sont bien réelles.

Pourtant, comme l'a dévoilé Événements Attractions Québec au début de la semaine, plus de la moitié des festivals du Québec auraient enregistré un déficit en 2023.

« Ce n'est pas un problème de popularité et ce n'est pas un problème de clientèle », soutient le directeur du RÉMI et de FAME qui observe un engouement croissant pour les festivals au Québec.

« C'est un phénomène qui est là et qui perdure. J'ai beaucoup de membres qui, cette année, ont eu un record d'achalandage et qui brisent à chaque année des records d'achalandage », insiste Martin Roy en donnant l'exemple du Festival d'été de Québec (FEQ).

Ainsi, la compétition que se livrent les festivals pour attirer les publics serait soutenable, l'inflation n'aurait pas trop coupé l'appétit des Québécois pour ces événements, mais c'est au niveau des subventions que leur nombre devient un problème.

Des pointes de tartes plus petites

« Il en coûte, en 2024, 30 % et 40 % de plus pour faire un événement comparable à ceux qu'on faisait en 2019, mais, évidemment, les commandites et les subventions n'ont pas suivi ce rythme », observe Martin Roy en évoquant Le fond du Canada pour la présentation des arts (FCPA) et Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.

« Ces deux programmes [fédéraux] ont actuellement les mêmes bases budgétaires qu'en 2008 », affirme le directeur du RÉMI et de FAME.

Les subventions accordées par les différents paliers de gouvernements représenteraient environ 25 % des revenus des festivals au Québec. Le fédéral est celui qui contribue le moins au financement de ces événements et M. Roy est d'avis qu'il pourrait en faire plus.

« En 2019, on a réussi à faire une augmentation ponctuelle à ces enveloppes. Depuis ce temps-là, on les reconduit et on les prolonge, mais il y a un vrai problème de financement au gouvernement fédéral en ce moment. Il faudrait que ces ajouts soient rendus permanents et intégrer aux bases budgétaires », plaide celui-ci.

« Dans le cas de ces deux programmes, les [augmentations ponctuelles] ont été confirmées jusqu'en mars 2026. Après, on ne sait pas ce qui va se passer », ajoute-t-il.

Dans ce contexte, la multiplication des festivals devient un problème pour les événements qui se partagent les subventions gouvernementales.

« Plus il y a de festivals, plus les pointes de tartes sont petites et ça ce n'est pas gagnant pour personne », fait valoir M. Roy.

LA PRESSE

HUMOUR

Juste pour rire se protège de ses créanciers

« C'est un autre fleuron québécois qu'on laisse aller »



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE
Le groupe Juste pour rire s'est mis à fabri de ses créanciers.

L'annonce de la mise sous la protection de ses créanciers du Groupe Juste pour rire – ainsi que l'annulation de la prochaine édition du festival – a provoqué des réactions diverses dans le monde de la politique et du divertissement.

Mis à jour le 6 mars 2024

STÉPHANIE MORIN
La Presse

LEDEVOIR

Nos festivals sont bien plus que des divertissements

[Accueil] / [Opinion] / [Idées]



Photo: Valérien Mazataud Archives Le Devoir. En situant ces événements au coeur de la ville, nous créons une expérience unique, accessible à tous, souligne l'auteur.

Jacques-André Dupont
L'auteur est ex-p.d.-g. de l'équipe Spectra et ancien président du Festival International de Jazz de Montréal, des Francos de Montréal et de Montréal en Lumière.

Publié le 14 mars 2024

LA PRESSE

Festival d'été de Québec

Québec se penche sur le « modus operandi » des sites de revente



PHOTO YAN DOUBLET ARCHIVES LE SOLEIL
Les festivaliers sont nombreux au Festival d'été de Québec, année après année.

La pression politique est montée d'un cran, jeudi, après que des billets pour le Festival d'été de Québec et pour un match de la Ligue professionnelle de hockey féminin se soient retrouvés rapidement sur des sites de revente à des prix astronomiques. Le ministre de la Culture et des Communications, Mathieu Lacombe, a rappelé que la députée Kariane Bourassa avait été mandatée pour trouver des solutions.

Publié le 21 mars 2024

JEAN SIAG
La Presse

Tourismexpress

L'actualité de l'industrie touristique

Actualités | À l'agenda | Emplois

Budget fédéral 2024 – « Partiellement entendus, partiellement soulagés »: les festivals et événements réagissent

Festivals et événements - publié le 17 avril 2024 - Commenter

Le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) et Festivals et événements majeurs Canada (FAME) poussent un soupir de soulagement en prenant connaissance du budget fédéral 2024-2025. Ils se réjouissent d'obtenir un peu plus que ce qu'il y avait au Fonds du Canada pour la présentation des arts (FCPA) depuis 2019-2020, tout en considérant que le gouvernement Trudeau n'a pas complètement répondu à leurs attentes.



leNouvelliste

Infolettres | Je m'abonne

Des dossiers spéciaux | Tourisme

Les festivals en recherche d'équilibre financier

Par Martin Lafrenière, Le Nouvelliste

25 mai 2024 à 04h30 | Mis à jour le 30 mai 2024 à 12h05



Le Festival Sunation de Trois-Rivières. (Sylvain Maye/Archives Le Nouvelliste)

LA PRESSE

OPINIONS

Réplique

Nos festivals gratuits méritent plus de soutien



PHOTO SARAH MONGEAU-BIRKETT, ARCHIVES LA PRESSE
Concert présenté au Festival international de jazz de Montréal dans le Quartier des spectacles, en 2022

L'auteur réplique à la lettre d'opinion « Le festival Juste pour rire... et après ? », publiée le 7 mars dernier

Mis à jour le 11 mars 2024

ALAIN SIMARD
Fondateur du Festival international de jazz de Montréal, des Francos de Montréal en lumière et de Nuit blanche à Montréal

LA PRESSE

CHRONIQUES

Sauver nos festivals comme on l'a fait avec le Grand Prix



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE
Jacques Primeau quitte la direction de Montréal en lumière.

MARIO GIRARD
La Presse

Jacques Primeau ne pouvait quitter la direction de Montréal en lumière sans lancer un cri d'alarme pour protéger les grands festivals de la métropole qui traversent actuellement une crise majeure.

Mis à jour le 16 mars 2024

LA PRESSE

CHRONIQUES

Le Groupe CH croit aux festivals gratuits



PHOTO CHARLES WILLIAM PELLETER, ARCHIVES LA PRESSE
Le Festival international de jazz de Montréal est l'un des trois festivals gratuits gérés par le Groupe CH.

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT
La Presse

Les grands festivals gratuits à Montréal comme le Festival international de jazz et les Francos sont-ils en péril ?

Mis à jour le 22 mars 2024

TVA NOUVELLES

ACTUALITÉS / CULTURE

Il y aura un festival d'humour à Montréal en juillet

L'événement ComediHa! salue Montréal comblera l'espace laissé vacant par Juste pour rire



«COMEDIHA! SALUE MONTRÉAL»
FESTIVAL DÉBARQUE DANS LA MÉTROPOLE CET ÉTÉ

RAPHAËL GENDRON-MARTIN
Mercredi, 8 mai 2024 08:24
Mercredi, 8 mai 2024 08:47

INFO

Info | Arts | Humour | Québec

Le tribunal autorise la vente du Groupe Juste pour rire à ComediHa!



Le reportage de Louis-Philippe Arsenault
PHOTO: BARRIS-CANADA

Félix Morrissette-Beaulieu
Publié le 3 juin 2024 à 16 h 22 HAE
Mis à jour le 4 juin 2024 à 9 h 34 HAE

LEDEVOIR

Fady Dagher relance l'idée de facturer les services policiers aux organisateurs de grands événements

Photo: Valérian Mazataud / Le Devoir «Il va falloir qu'il y ait une réflexion. Il ne s'agit pas de commencer à facturer à des instances qui font des activités communautaires ou à des OBNL. Ce n'est pas ça du tout», a assuré Fady Dagher.

Jeanne Corriveau
Publié et mis à jour le 3 juin 2024

le Journal de Montréal

«Terrassegate»: les employés du SIM devront penser à la réputation de Montréal

Une nouvelle directive a été envoyée par la direction du Service des incendies de Montréal

«Terrassegate»: les employés du SIM devront penser à la réputation d...

FIASCO DES TERRASSES
MOINS DE POUVOIR POUR LES PRÉVENTIONNISTES

FÉLIX SÉGUIN
Mardi, 18 juin 2024 17:05
MISE À JOUR Mardi, 18 juin 2024 17:07

Les festivals montréalais se mobilisent pour réduire leur empreinte carbone

DES FESTIVALS COMPENSENT LEUR POLLUTION

Axel Tardieu
21 juillet 2024 06H00
MISE À JOUR 21 juillet 2024 06H00

Des festivals de musique montréalais en font plus pour compenser la pollution causée par le transport de leurs artistes: ils compensent leur empreinte carbone en plantant des arbres.

le Journal de Québec

Les événements annulés se multiplient à cause de «Debby»

Plusieurs routes fermées à cause de l'accumulation d'eau : ...

TEMPÊTE DEBBY
LES PLUIES ABONDANTES FONT DES DÉGÂTS

YANNICK BEAUDOIN
Vendredi, 9 août 2024 11:52
MISE À JOUR Vendredi, 9 août 2024 11:52

TV NOUVELLES

Week-end de la F1: des restos du centre-ville fermés pour avoir contrevenu à la sécurité incendie en pleines festivités

Le Service incendie de Montréal mène une opération spéciale ce week-end pour vérifier la conformité des établissements licenciés

Le chef de la section prévention, Kevin Francoeur, et deux autres agents constatent que l'arme incendie d'un restaurant était non fonctionnelle, sur la rue Desautels. PHOTO MARTIN ALABIE

ERIKA AUBIN
Vendredi, 7 juin 2024 15:30
Vendredi, 7 juin 2024 15:30

LA PRESSE

Mais où est Québec inc. ?

Financement des festivals gratuits

La foule réunie pour le spectacle du groupe Québec Redneck Bluegrass Project aux Franco, le 14 juin dernier

Les festivals gratuits sont dans la tourmente. Leurs coûts augmentent, mais pas les subventions qui leur sont offertes. Les fleurons de Québec inc. s'associent-ils suffisamment à ces grands événements ?

Mis à jour le 6 juill. 2024

JULIEN ARSENAULT
La Presse

INFO

La sécurité est renforcée au Festival Fierté Montréal

La foule déambule au centre-ville lors du Festival Fierté Montréal.

Radio-Canada
Publié le 2 août 2024 à 18 h 57 HAE

LA PRESSE

Coup d'éclat pro-palestinien au défilé de la Fierté

Le défilé de la Fierté de Montréal a été marqué par un coup d'éclat de manifestants pro-palestiniens dimanche.

Le défilé de la Fierté de Montréal, qui a réuni des dizaines de milliers de personnes dimanche après-midi, a été bloqué momentanément par des manifestants pro-palestiniens, suscitant des applaudissements et des huées.

Mis à jour le 11 août 2024

FANNIE ARCAND
La Presse

Le Cour d'appel du Québec tranche en faveur du Festival western de St-Tite qui pourra maintenir ses rodéos tels quels



Le groupe Droit animalier Québec cherchait notamment à faire interdire la prise du veau au lasso dans le cadre du Festival western de St-Tite. AGENCE OMI, ANDREANNE LEMIRE

JEAN-PHILIPPE GUILBAULT
Mercredi, 21 août 2024 18:21
MISE À JOUR Mercredi, 21 août 2024 18:21

Un financement supplémentaire de 1 M\$ pour les festivals et grands événements de Montréal, annonce Plante

La Ville indique que cette somme fait passer son aide financière totale aux festivals de 8 à 9 millions de dollars par an.

Publié le 28 octobre 2024 à 20:53
Mis à jour le 28 octobre 2024 à 20:54



Catherine Lalonde
Publié le 5 nov. 2024
Culture

Le milieu artistique invité à parler de ses retombées



Photo: Justin Tang La Presse canadienne Michelle Chawla, la directrice et cheffe de la direction du Conseil des arts du Canada, a livré un discours lors de la remise, en décembre dernier, des Prix du Gouverneur général en arts visuels et en arts numériques, à Rideau Hall, à Ottawa.

Catherine Lalonde
Publié le 5 nov. 2024
Culture

Le RÉMI - La Ville de Montréal doit miser sur les événements majeurs internationaux

Festivals et événements · publié le 14 novembre 2024 · Commenter



Dans le cadre de la consultation publique sur le projet de Politique de développement culturel 2025-2030 tenue par la Ville de Montréal, le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) a dit souhaiter que ce document affirme avec plus de force la dimension économique et touristique du secteur culturel et a invité l'administration montréalaise à miser formellement et davantage sur les événements majeurs internationaux.

Les grands événements, positifs pour l'économie ?



Le pilote canadien Lance Stroll lors des essais libres du Grand Prix de Formule 1 du Canada de 2024, à Montréal. D'après les données de Tourisme Montréal, l'événement a contribué à environ 0,01 % de l'économie de la province.

Chaque semaine, vous nous envoyez vos questions sur l'économie, les finances, les marchés, etc. Nos journalistes tentent d'y répondre avec l'aide d'experts.

Mis à jour le 24 août 2024

MEGAN FOY
La Presse

L'offre culturelle en hausse, la fréquentation des salles en baisse



Le Forum sur les arts vivants et la culture a réuni l'ensemble du milieu culturel au Théâtre Maisonneuve lundi. Le PDG de la Chambre de commerce de Montréal métropolitain, Michel Loblanc, s'est notamment entretenu avec la ministre du Tourisme du Canada, Soraya Martinez Ferrada, le ministre de la Culture du Québec, Mathieu Lacombe, et la responsable de la culture à la Ville de Montréal, Ericka Aineus.

Dans une étude rendue publique lundi par la Chambre de commerce de Montréal métropolitain, le milieu des affaires arrive au même constat que les organismes culturels : le secteur des arts vivants est en crise. La fréquentation des salles diminue dans un contexte où l'offre, pourtant, explose. Explications.

Mis à jour le 29 oct. 2024

JEAN SIAG
La Presse

Consultations prébudgétaires à Ottawa - FAME et le RÉMI en action dans l'intérêt de tous les festivals et événements

Festivals et événements, Subventions · publié le 8 novembre 2024 · Commenter



RÉPONDRE À LA CRISE QUI FRAPPE LE SECTEUR DES FESTIVALS ET ÉVÉNEMENTS TOUT EN STIMULANT LE TOURISME

Un mémoire pour le Comité permanent des Finances de la Chambre des Communes dans le cadre des consultations prébudgétaires en prévision du prochain budget fédéral

Août 2024

FAME

«Les instants de bonheur» - L'affaire du RÉMI et de ses membres depuis bientôt 25 ans

Festivals et événements · publié le 4 décembre 2024 · Commenter



Ayant récemment entamé sa 25e année d'existence, le Regroupement des événements majeurs internationaux (RÉMI) soulignera de diverses façons cet anniversaire au cours des prochains mois, en rappelant un élément très simple, à savoir que ses membres et lui-même ont fait de la création d'instant de bonheur leur affaire.

L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS INTERNATIONAUX

Les faits saillants de l'étude sur les retombées économiques consolidées de 17 membres du RÉMI qui a été réalisée par KPMG et rendue publique le 31 mai 2018

Il s'agissait de la première étude d'une telle envergure au Québec depuis la publication du **Guide méthodologique pour la réalisation des études sur l'impact économique des grands festivals et événements**, en 2016.

LES 17
FESTIVALS
EN BREF

5,9 M

Nombre de participants de tout âge

14 %

sont des visiteurs venant de l'extérieur du Québec

12,4 M

Nombre de jours de participation

LES RETOMBÉES

290,8 M\$
en valeur ajoutée pour l'économie du Québec

4 606
emplois créés ou soutenus par l'événement (en équivalent temps plein)

66,6 M\$
en recettes fiscales des gouvernements

396 M\$
dépenses admissibles totales (touristiques et d'opération)

378 \$
dépenses moyennes des visiteurs de l'extérieur de la région de l'événement venus surtout pour y participer

SOURCES DE REVENUS

42 % Revenus autonomes

29 % Commandites — Secteur privé et autres

9 % Autres

6 % Subventions provinciales

6 % Subventions locales

4 % Subventions fédérales

4 % Commandites — Sociétés d'État

Un partenariat gagnant pour les gouvernements, les contribuables et les événements majeurs internationaux

- Alors qu'il subventionne ces dix-sept événements à hauteur de **15,1 M\$**, le **gouvernement du Québec a récolté 49,3 M\$** sous forme de taxes et impôts (revenus fiscaux); quant au **gouvernement fédéral, il obtient 17,3 M\$** avec un investissement de **9,7 M\$**.
- Une majorité des revenus des événements proviennent de sources privées (**29 %**) et autonomes (**42 %**), les subventions des différents paliers de gouvernement comptent pour un peu moins de **17 %** des revenus totaux.
- L'activité de ces dix-sept événements participe à la création ou au maintien de **4 606** emplois (équivalent temps plein).

La tenue des événements majeurs internationaux : une raison de se déplacer au Québec ou d'y venir

- Pas moins de **190 603** touristes sont venus de l'extérieur du Québec **principalement pour participer** à l'un des dix-sept événements de l'étude.
- **66 %** des visiteurs québécois se sont déplacés **surtout en raison de l'événement**.
- **54 %** des dépenses des visiteurs ont été générées par des visiteurs venant de l'extérieur du Québec. Ils ont dépensé en moyenne **778,34 \$** au cours de leur séjour, laissant ici **148,4 M\$** d'« argent neuf », dont près du quart dans les hôtels et environ le tiers dans les restaurants.

Les membres actifs du RÉMI qui ont participé à l'étude agrégée : le Carnaval de Québec, Omnium Banque Nationale, le Festival d'été de Québec, le Festival International de Jazz de Montréal, le Festival Juste pour rire, le Festival de Lanaudière, le Festival Mode et Design Montréal, le Festival Montréal en Lumière, le Festival Western de St-Tite, Fierté Montréal, les Francos de Montréal, Igloofest, L'International de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu, L'International des Feux Loto-Québec, OSHEAGA — Festival Musique et Arts, les Grands Feux Loto-Québec et les Régates de Valleyfield.



La rapport complet est disponible sur le site internet du RÉMI